

Prolifération des armes nucléaires

problème trop complexe pour le commun des mortels, truffé qu'il est d'implications et de contre-implications.

Il n'est certes pas difficile d'en comprendre les données fondamentales: En tant que pays, nous ne pouvons pas nous désolidariser des conflits et des terreurs que nous n'avons rien fait pour éviter, que nous n'avons même pas contribué à susciter et à répandre dans le monde. En fin de compte, nous sommes responsables, quoi que nous fassions pour nous justifier. Avec sa politique d'exportation de techniques nucléaires, le gouvernement entraîne le pays dans un jeu dangereux et autodestructeur.

Lorsque cela lui convient, le premier ministre (M. Trudeau) parle de partage et invite les gens à se serrer la ceinture pour qu'on puisse donner davantage aux pays les plus défavorisés. Combien de fois il nous a répété cela! Mais quelle volte-face lorsque son secrétaire d'État aux Affaires extérieures (M. MacEachen) essaie de défendre cette politique indéfendable qui est la nôtre en ce qui concerne la vente de réacteurs nucléaires. Dans ce cas, le partage et le désintéressement font place à la nécessité de passer des marchés payants et d'empocher de l'argent. La façade d'humanisme s'estompe rapidement et l'on se trouve en présence d'une toute autre philosophie, aux relents de cynisme, d'hypocrisie et d'imprévoyance criminelle.

Il est impensable qu'on permette au gouvernement actuel de faire ce qu'aucun gouvernement n'a osé faire avant lui, soit offrir l'intégrité du Canada au plus offrant. Il ne faut écouter le gouvernement à aucun prix lorsqu'il fait des vœux pieux au sujet des garanties et des assurances, quand on sait que plus le prix offert est élevé, moins nos négociateurs estiment nécessaire d'exiger des garanties.

Une conspiration du silence fomentée et encouragée par le gouvernement veille à ce que les Canadiens ne sachent pas exactement ce qui se passe dans ce domaine. Le gouvernement doit descendre de sa tour d'ivoire, et dire exactement aux gens dans quels termes il a négocié la vente de réacteurs nucléaires à des pays qui ont refusé de garantir qu'ils ne s'en serviront que pour des fins pacifiques ou qui ont démontré par leur comportement antérieur que l'on ne doit pas leur faire confiance. Surtout, le gouvernement doit cesser de parler de garanties puisqu'il sait bel et bien qu'on ne peut obtenir des garanties absolues; or toute garantie, qui de toute évidence n'est pas à 100 p. 100 efficace, est complètement inutile.

Il est vain de tenir secrètes les délicates négociations qui précèdent la vente de réacteurs nucléaires à l'étranger. Les engins nucléaires n'ont rien de délicat, quand ils éclatent. Le procédé de fabrication de ces engins n'a rien de secret une fois qu'on s'est procuré le matériel nécessaire, matériel que nous répandons dans le monde parce qu'il est de notre politique de vendre. Il n'y a dans tout cela qu'une grande finalité. Si nous ne voulons pas succomber nous mêmes à ce destin, entraînant des centaines de milliers d'autres avec nous, nous devons exiger que le gouvernement interdise immédiatement la vente de toute fourniture nucléaire jusqu'à ce qu'on ait obtenu des garanties satisfaisantes à l'échelle mondiale.

Nous n'avons rien à perdre. Ce retard n'entraînera pas la disparition de nos ressources et de nos techniques. La demande continuera de se faire sentir. Seul le nuage mortel que le gouvernement, au moyen de sa politique nucléaire, a placé au-dessus du Canada et des pays du monde, disparaîtra. Et il ne sera jamais trop tôt.

Mlle Monique Bégin (secrétaire parlementaire du secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Monsieur

[Mlle MacDonald.]

l'Orateur, «nous n'avons rien à perdre». C'est ce que vient de dire le député qui m'a précédée. Nous n'avons évidemment rien à perdre parce que le moratoire s'appliquera à d'autres que nous. C'est exactement le point sur lequel j'aimerais m'étendre. Une fois encore aujourd'hui, nous avons discuté du transfert de la technologie nucléaire par voie de ventes ou d'aide au développement.

Une fois encore, le secrétaire d'État aux Affaires extérieures, M. MacEachen, a expliqué très soigneusement...

Des voix: Bravo!

Une voix: Continuez.

• (2120)

Mlle Bégin: Monsieur l'Orateur, excusez-moi. J'ai tellement entendu parler du Dr Kissinger ici cet après-midi que je pensais que si les députés n'ont pas lu la biographie de notre secrétaire d'État aux Affaires extérieures (M. MacEachen), alors c'est bien dommage.

Il a mis beaucoup de soin et de sollicitude à expliquer les attitudes du Canada et le rôle actif qu'il joue en ce qui concerne le perfectionnement des mesures de sécurité et des normes de sûreté applicables à toute forme d'activité nucléaire, non seulement auprès des pays amis du Tiers-Monde, mais ce qui est beaucoup plus difficile et beaucoup plus important, auprès de ses associés commerciaux, les autres pays industrialisés qui sont également fournisseurs.

Une fois encore, les partis d'opposition, par la voix de leurs principaux porte-paroles—je veux parler des femmes—ont misé sur la crédibilité que leur donnent leur ancienneté et leur réputation personnelle pour exploiter les craintes naturelles et compréhensibles des Canadiens à l'égard de la prolifération nucléaire. Je regrette d'avoir à dire que selon moi le discours du député qui a parlé juste avant moi en est un parfait exemple.

Des voix: Bravo!

Mlle Bégin: A mon avis, cette attitude est totalement irréfléchie et trompeuse.

Commençons par l'ex-leader de l'opposition officielle qui a récemment fait savoir qu'il se pencherait sur le domaine de la politique étrangère, ce que nous avons tous bien accueilli. Il a cet après-midi trahi la confiance qu'il s'était acquise auprès de très nombreux Canadiens en citant de vieux articles de revue sur une technologie qui est probablement celle qui évolue le plus rapidement dans le monde entier. Puis il a demandé au secrétaire d'État aux Affaires extérieures de nous parler du présumé consensus du Club de Londres, alors même que le ministre venait d'exposer très clairement les sept points qui étaient ressortis des réunions des fournisseurs nucléaires. Il a demandé ensuite ce que le Canada comptait faire.

Qu'il me soit permis de dire que c'est le Canada qui avait été l'instigateur de ces réunions qui ont conduit à un consensus à la suite duquel la situation s'est améliorée partout dans le monde. Le Canada avait donné à ses concurrents le texte même des garanties qu'il exige bilatéralement en plus des normes internationales requises afin d'assurer la plus grande paix et la plus grande sécurité dans le monde. Le député de Halifax (M. Stanfield) a conclu en qualifiant tout cela de «baratin de vendeur». Nous sommes de très mauvais vendeurs, très mauvais assurément, puisque nous révélons à nos concurrents les conditions difficiles qui régissent nos ventes et nos cessions et qui font de nous «les plus offrants» sur le marché!